



Eurométropole de Strasbourg

1 Parc de l'Etoile

67076 Strasbourg Cedex

Tél : 03 68 98 51 19

www.strasbourg.eu/commande-publique

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION












MARCHÉ PUBLIC DE TRAVAUX

N° d'affaire :25EMS0114

**Travaux de remplacement des ouvrages hydrauliques
busés sur le Muehlbach dans le cadre de la mission de
lutte contre les inondations**

**Date et heure limites de réception des offres :
mardi 27 mai 2025 à 12:00**

L'ESSENTIEL DE LA PROCÉDURE

	Objet	Travaux de remplacement des ouvrages hydrauliques busés sur le Muehlbach dans le cadre de la mission de lutte contre les inondations
	Mode de passation	Appel d'offres ouvert
	Type de contrat	Marché public
	Nombre de lots	2
	Délai de validité des offres	5 mois
	Forme de groupement	Groupement solidaire imposée à l'attributaire
	Variantes	Sans
	PSE	Sans
	Clauses sociales	Avec
	Clauses environnementales	Sans
	Durée / Délai	Défini par lot

SOMMAIRE

1 - Objet et étendue de la consultation	4
1.1 - Objet.....	4
1.2 - Mode de passation	4
1.3 - Type et forme de contrat	4
1.4 - Décomposition de la consultation	4
1.5 - Nomenclature	4
1.6 - Réalisation de prestations similaires	4
2 - Conditions de la consultation	4
2.1 - Délai de validité des offres.....	4
2.2 - Forme juridique du groupement.....	4
2.3 - Variantes	5
2.4 - Développement durable	5
2.4.1 - Clause sociale	5
2.5 - Promotion de l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes.....	5
3 - Les intervenants	5
3.1 - Maîtrise d'œuvre	5
3.2 - Ordonnancement, Pilotage et Coordination du chantier	6
3.3 - Contrôle technique.....	6
3.4 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs.....	6
4 - Conditions relatives au contrat	6
4.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution	6
4.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement.....	6
4.3 - Confidentialité et mesures de sécurité	6
5 - Contenu du dossier de consultation	6
6 - Présentation des candidatures et des offres	8
6.1 - Documents à produire.....	8
7 - Conditions d'envoi ou de remise des plis	10
7.1 - Transmission électronique avec le document "DUME"	10
7.2 - Transmission électronique	10
7.3 - Transmission sous support papier	12
8 - Examen des candidatures et des offres	12
8.1 - Sélection des candidatures	12
8.2 - Attribution des marchés.....	12
8.3 - Suite à donner à la consultation	15
9 - Renseignements complémentaires.....	15
9.1 - Adresses supplémentaires et points de contact	15
9.2 - Procédures de recours	15

1 - Objet et étendue de la consultation

1.1 - Objet

La présente consultation concerne :

Travaux de remplacement des ouvrages hydrauliques busés sur le Muehlbach dans le cadre de la mission de lutte contre les inondations

Lieu d'exécution :

Territoire de l'Eurométropole de Strasbourg

1.2 - Mode de passation

La procédure de passation utilisée est : l'appel d'offres ouvert. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2124-2, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique.

1.3 - Type et forme de contrat

Il s'agit d'un marché ordinaire avec des phases (uniquement le lot 02).

1.4 - Décomposition de la consultation

Les prestations sont réparties en 2 lot(s) :

Lot(s)	Désignation
01	Ouvrages à Breuschwickersheim
02	Ouvrages à Achenheim

Chaque lot fera l'objet d'un marché.

Les candidats ont la possibilité de soumettre des offres pour tous les lots.

1.5 - Nomenclature

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

Lot(s)	Code principal	Description
01	45220000-5	Ouvrages d'art et de génie civil
02	45232410-9	Travaux d'assainissement
02	45232150-8	Travaux relatifs aux conduites d'alimentation en eau
02	45220000-5	Ouvrages d'art et de génie civil

1.6 - Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de confier ultérieurement au titulaire du marché, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

2 - Conditions de la consultation

2.1 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 5 mois à compter de la date limite de réception des offres.

2.2 - Forme juridique du groupement

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la forme imposée par le pouvoir adjudicateur est un **groupement solidaire**.

Si le groupement attributaire est d'une forme différente, il pourra se voir contraint d'assurer sa transformation pour se conformer au souhait du pouvoir adjudicateur.

Conformément aux dispositions de l'article R2142-21 du Code de la Commande publique, une même personne ne peut représenter plus d'un candidat pour un même marché public. Les candidats pourront présenter plusieurs offres en agissant à la fois :

- en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ;
- en qualité de membres de plusieurs groupements.

Conformément aux dispositions de l'article R2142-21 du Code de la commande publique, une même personne ne peut représenter plus d'un candidat pour un même marché public.

2.3 - Variantes

Aucune variante n'est autorisée.

2.4 - Développement durable

Cette consultation comporte des conditions d'exécution à caractère social dont le détail est indiqué dans le CCAP. Le respect de ces dispositions est une condition de la conformité de l'offre.

Une offre comportant des réserves ou ne respectant pas ces conditions d'exécution particulières sera déclarée irrégulière au motif du non-respect du cahier des charges. Chaque titulaire concerné devra mettre en œuvre tous les moyens dont il dispose pour respecter ces objectifs de développement durable dans le cadre de l'exécution des prestations. Le guide pratique relatif aux clauses sociales est disponible sur <https://www.strasbourg.eu/achat-public>

2.4.1 - Clause sociale

Dans le cadre des objectifs de développement durable et notamment d'insertion sociale et professionnelle, le pouvoir adjudicateur a décidé d'appliquer les dispositions de l'article L2112-2 du Code de la commande publique en incluant dans le cahier des charges une condition d'exécution relative à l'insertion professionnelle des publics en difficulté. Le titulaire devra réaliser une action d'insertion permettant l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales et/ou professionnelles. Dans ce cadre, le titulaire s'engage à réaliser le nombre d'heures d'insertion porté à l'acte d'engagement.

2.5 - Promotion de l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes

Dans le cadre de sa politique d'achats responsables, la collectivité souhaite promouvoir l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes par le biais de la commande publique. À cet effet, vous êtes invités à renseigner un questionnaire à vertu pédagogique en cliquant sur le lien suivant : <https://enquete.strasbourg.eu/index.php?r=survey/index&sid=521717?=fr>

Ce questionnaire n'est à ce jour pas obligatoire et ne fera pas l'objet d'une notation dans le cadre de l'analyse comparative des offres. Il matérialise l'ambition de l'Eurométropole de Strasbourg de voir progresser la prise en compte de ce sujet sur son territoire et dans les pratiques de ses partenaires. À terme, la collectivité est susceptible de renforcer ses exigences en matière d'égalité professionnelle dans ses marchés et pourrait conditionner l'attribution d'une partie de ses marchés au respect de certaines exigences en matière d'égalité professionnelle. Le présent questionnaire est une première étape de cette démarche. Il est souhaitable que le questionnaire soit rempli par des personnes qui ont la maîtrise du sujet « égalité professionnelle ».

3 - Les intervenants

3.1 - Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre est assurée par :

INGEROP
Agence de Strasbourg
45 Boulevard la Fontaine
BP 13051
67033 STRASBOURG Cedex 2

Tél : 03 88 13 60 60

Courriel : ingerop.strasbourg@ingerop.com

La mission de maîtrise d'œuvre confiée par le maître d'ouvrage est complète, y compris la mission VISA.

3.2 - Ordonnancement, Pilotage et Coordination du chantier

La mission d'ordonnancement, pilotage et coordination du chantier est assurée par le maître d'œuvre.

3.3 - Contrôle technique

Les contrôleurs techniques figurent à l'article 4.3 du CCAP.

3.4 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs

La coordination sécurité et protection de la santé pour cette opération de niveau II sera assurée par :

PRESENTS

7 rue de Dublin

BP 40049 Schiltigheim

67014 STRASBOURG CEDEX

Tél. : 03 90 22 31 41

Fax. : 03 88 78 37 73

Courriel : dr.nord-est@presents.fr

4 - Conditions relatives au contrat

4.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution

Le délai d'exécution des prestations est fixé au CCAP et ne peut en aucun cas être modifié.

4.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement

Les prestations seront financées selon les modalités suivantes : 100 % des ressources propres de la collectivité

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer aux bénéfices de l'avance prévue au CCAP, ils doivent le préciser à l'acte d'engagement.

4.3 - Confidentialité et mesures de sécurité

Les candidats doivent respecter l'obligation de confidentialité et les mesures particulières de sécurité prévues pour l'exécution des prestations.

L'attention des candidats est particulièrement attirée sur les dispositions du Cahier des clauses administratives particulières qui énoncent les formalités à accomplir et les consignes à respecter du fait de ces obligations de confidentialité et de sécurité.

5 - Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) contient les pièces suivantes :

- Le règlement de consultation (RC) et ses annexes
- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes notamment RGPD
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses annexes notamment RGPD
- Le cahier des contraintes environnementales et fonctionnelles de chantier (CCEFC) et ses annexes, dont le Protocole de sécurité
- Le plan général de coordination sécurité (PGC)

- Le bordereau des prix unitaires (BPU) propres à chaque lot
- Le détail quantitatif estimatif (DQE) propres à chaque lot
- Les cahiers des clauses techniques particulières (CCTP) propres à chaque lot
- Le cadre du mémoire technique propres à chaque lot
- Le cadre du mémoire de performance environnementale propres à chaque lot

Lot 01 :

- La déclaration de travaux et les réponses des exploitants de réseaux n° consultation du téléservice propres à chaque lot 01 : DT n° 2025022705810D58 pour l'ouvrage rue Etroite (OH 19), DT n° 2025022705823D51 pour l'ouvrage rue des Forgerons (OH 20)

- Étude géotechnique G2-PRO
- Plan d'ensemble OA N°09 065 304 - OH19
- Plan d'ensemble OA N°09 065 314 - OH20
- Inspection détaillées de l'ouvrage de 2017 - Buse rue Étroite
- Inspection détaillées de l'ouvrage de 2017 - Buse rue des Forgerons

Lot 02 :

- La déclaration de travaux et les réponses des exploitants de réseaux n° consultation du téléservice propres à chaque lot 02 : DT n° 2025022705774D10

- Cahier des prescriptions protection des arbres 01072024
- Planning prévisionnel des travaux
- Résultats Investigations Complémentaires
- Levé topographique des ouvrages d'assainissement rue du Noyer
- Levé topographique des ouvrages d'assainissement rue Bourgend
- Plan de synthèse des réseaux
- Étude géotechnique G2-PRO_PR. MSGT.24.0131.004
- Résultats des sondages intrusifs
- Résultats enquêtes branchements
- Rapport d'inspection ITV Buse Achenheim
- Inspection visuelle Buse Achenheim_Sinistre
- Plan programme travaux général
- Plan programme travaux phases 1 et 2
- Plan programme travaux phase 3
- Plan programme travaux phase 4
- Plan programme travaux phase 5
- Plan programme travaux - AEP
- Plan programme travaux - SDA_ASS
- Profil en long existant
- Profil en long projeté
- Carnet des coupes existantes
- Carnet des coupes projetées
- Carnet de voirie
- Carnet des phasages prévisionnels des travaux
- Plan des zones de soutènement

Le dossier de consultation est consultable et téléchargeable gratuitement sur notre profil acheteur, accessible à l'adresse suivante : www.pplateforme.alsacemarchespublics.eu

Lors du téléchargement du dossier de consultation, il est recommandé à l'entreprise de créer un compte sur la plate-forme de dématérialisation où elle renseignera notamment le nom de l'organisme soumissionnaire, et une adresse électronique afin de la tenir informée des modifications éventuelles intervenant en cours d'une procédure (ajout d'une pièce au DCE, envoi d'une liste de réponses aux questions reçues, . . .).

Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique électronique n'est autorisée.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard 6 jours avant la date limite de réception des offres. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par le pouvoir adjudicateur des modifications aux candidats ayant retiré le dossier initial. Les

candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

6 - Présentation des candidatures et des offres

Le pouvoir adjudicateur applique le principe "Dites-le nous une fois". Par conséquent, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements qui ont déjà été transmis dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables.

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.
Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

6.1 - Documents à produire

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

Pour présenter leur candidature telles que prévues aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4, R. 2143-3 et R. 2143-4 du Code de la commande publique, les candidats doivent utiliser :

- Le **DUME** (Document Unique de Marché Européen). Vous pouvez créer ce document en quelques clics sur notre plateforme Alsace Marchés Publics. Des informations concernant le DUME sont disponibles dans le document « AMP_DUME_DETAILS » présent dans le dossier de consultation.

- Ou le **DC1 (lettre de candidature)** et le **DC2 (déclaration du candidat)**. Ces documents sont disponibles gratuitement sur www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat

Il s'agit de deux solutions alternatives, si le candidat fait le choix du DUME (solution conseillée par l'acheteur), il n'a pas à utiliser les formulaires DC1 et DC2, et inversement.

Une partie des informations demandées ci-dessous sont incluses dans le DUME. Si le candidat présente sa candidature via le DUME, ce formulaire ainsi que les documents ou informations complémentaires sont à transmettre.

Autres justificatifs candidature exigés dans la consultation :

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par l'acheteur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner	Oui

Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles	Non
Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels	Non
Bilans ou extraits de bilans, concernant les trois dernières années, des opérateurs économiques pour lesquels l'établissement des bilans est obligatoire en vertu de la loi	Non

Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise :

Libellés	Signature
Attestation d'Intervention à Proximité des Réseaux Profil « encadrant » : salarié de l'entreprise de travaux intervenant en préparation administrative et technique des travaux (chef de chantier, conducteur de travaux). Pour tout chantier de travaux, au moins un salarié de l'exécutant de travaux doit être identifiable comme titulaire d'une AIPR « encadrant ».	Non
Attestation d'Intervention à Proximité des Réseaux Profil opérateur : salarié intervenant directement dans les travaux à proximité des réseaux aériens ou enterrés, soit en tant qu'opérateur d'engin, soit dans le cadre de travaux urgents. Sur tout chantier de travaux, l'ensemble des opérateurs d'engin doivent être titulaires d'une AIPR. Sur tout chantier de travaux urgents, l'ensemble des personnels intervenant en terrassement ou en approche des réseaux aériens doivent être titulaires de l'AIPR (jusqu'au 1er janvier 2019, il sera cependant admis qu'un seul des salariés intervenant sur un chantier de travaux urgents soit titulaire de l'AIPR).	Non
Certificat de capacités professionnelles - Retrait amiante : Les candidats doivent justifier de leur capacité (ou d'un éventuel sous-traitant) (certification AFNOR, QUALIBAT ou équivalent / ou à minima la pré-qualification par l'organisme qualificateur et le rapport d'audit du siège) à réaliser des travaux de retrait d'amiante selon le décret 2012-639 du 5 mai 2012.	Non
Certificat de capacités professionnelles - Il est demandé aux candidats de fournir des certificats datant de moins de cinq ans délivrés par des maîtres d'ouvrages, attestant que l'entreprise aura mené à bien, en une opération, des travaux similaires à ceux du présent marché	Non
Habilitation CATEC (Certificat d'Aptitude à Travailler en Espaces Confinés) datant de moins de 3 ans conformément à la recommandation R472 de l'INRS	Non
Liste des travaux exécutés au cours des cinq dernières années, appuyée d'attestations de bonne exécution pour les plus importants (montant, époque, lieu d'exécution, s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés à bonne fin)	Non
Pour les marchés publics de travaux, de services ou pour les marchés publics de fournitures comportant également des travaux de pose et d'installation ou des prestations de services, l'indication des titres d'études et professionnels du candidat ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de prestation de services ou de conduite des travaux de même nature que celle du marché public ;	Non
Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années	Non

Pièces de l'offre :

Libellés	Signature
L'acte d'engagement (AE) et ses annexes notamment RGPD	Oui
Un bordereau de prix unitaires (BPU) par lot	Non
Un détail quantitatif estimatif (DQE) par lot	Non
Lot 01 : Sous-détail des prix n° 1001, 1003, 2002, 2006, 2010, 2011, 3001, 3006, 3008, 3010, 3011, 3012, 3013, 4002, 4005	Non
Lot 02 : Sous-détail n° 101, 103, 108, 111, 112 a/ et b/, 113, 214, 301, 413, 610 e/, 610 g/, 620 e/, 811, 812 a/ b/ et c/, 814, 817, 830 et 831 uniquement pour les prestations GPPE sur le cours d'eau	Non
Un mémoire technique par lot	Non
Un mémoire environnemental par lot	Non
Les fiches techniques ou Fiches de Déclaration Environnementale et Sanitaire (FDES) uniquement lot 02	Non
Planning prévisionnel des travaux par lot	Non

Les candidats veilleront particulièrement à renseigner dans l'acte d'engagement :

- Le numéro SIRET sur lequel sera imputée la facturation. Il doit correspondre à celui de l'établissement du soumissionnaire.
- Une adresse électronique de référence afin de permettre les échanges nécessaires à la consultation et à l'exécution du marché

Le dossier sera transmis au moyen d'un pli électronique contenant les pièces de candidature et de l'offre. Si plusieurs offres sont successivement transmises par un même candidat, seule est ouverte la dernière offre reçue par le pouvoir adjudicateur dans le délai fixé pour la remise des offres sauf si le pli remis après le pli initial constitue un envoi complémentaire, c'est-à-dire un document non compris dans le premier pli. Les candidats peuvent transmettre un pli complémentaire après leur premier dépôt.

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants. **Si un groupement d'entreprises candidate à la procédure via le DUME, chaque co-traitant devra remplir un DUME. Il en va de même pour chaque sous-traitant.**

7 - Conditions d'envoi ou de remise des plis

Les plis devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document.

7.1 - Transmission électronique avec le document "DUME"

Il est possible de compléter le DUME sur notre plateforme Alsace Marchés Publics. Ainsi, le DUME pré-rempli sur la base de votre numéro SIRET permettra de :

- Bénéficier d'une reprise des données d'identité de l'entreprise ;
- D'attester du respect des obligations sociales et fiscales. Une requête automatisée auprès des différentes administrations (INSEE, DGFIP, ACOSS, infogreffe, etc.) lancée en mode sécurisé par le Profil d'Acheteur permettra de récapituler l'ensemble des attestations requises que l'entreprise pourra corriger le cas échéant en cas d'obsolescence notamment ;
- D'attester de la souscription des assurances appropriées, de ne pas être dans l'un des cas interdisant de soumissionner aux marchés publics, du pouvoir d'engager la société ;
- De saisir ses effectifs, ses chiffres d'affaires globaux et liés à l'objet du marché sur les trois derniers exercices, si la situation juridique le permet (le formulaire est adapté pour que les sociétés récentes n'aient pas à renseigner tous les exercices).

Pour déposer un pli, il faut :

- Accéder à la consultation et cliquer sur l'onglet « Dépôts » ;
- Renseigner votre DUME en ligne où fournir votre DUME en pièce libre au format .xml ;
- Joindre les documents complémentaires relatifs à la candidature si nécessaire et l'offre ;
- Après avoir accepté les conditions d'utilisation, cliquer sur « Valider ».

7.2 - Transmission électronique

Les soumissionnaires doivent répondre obligatoirement par voie électronique à la présente consultation, avant la date et heure limites fixées sur la page de garde du présent document.

L'inscription sur la plate-forme de dématérialisation est gratuite et nécessaire pour répondre par voie électronique aux consultations. Elle se fait à l'adresse suivante : www.plateforme.alsacemarchespublics.eu

En revanche, la transmission des documents sur un support physique électronique (CD-ROM, clé usb...) n'est pas autorisée.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. À ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de

réception des offres. Vous trouverez des informations complémentaires relatives à la dématérialisation des procédures de passation et de l'exécution des marchés publics en annexe du présent règlement de la consultation (cf. fichier RC_ANNEXE_DEMAT).

Si une nouvelle offre est envoyée par voie électronique par le même candidat, celle-ci annule et remplace l'offre précédente. **Ainsi, en cas d'oubli d'un document, veuillez effectuer un nouveau dépôt en joignant l'ensemble des pièces de votre offre.**

Copie de sauvegarde

Les soumissionnaires conservent la possibilité de transmettre, en parallèle à leur réponse envoyée par voie électronique, une copie de sauvegarde uniquement sur support physique électronique (clé USB).

Cette copie, pour être éventuellement valablement utilisée, doit parvenir dans les délais impartis pour la remise des plis.

L'enveloppe d'envoi doit comporter les mentions suivantes « COPIE DE SAUVEGARDE - l'intitulé de la consultation et le N° SIRET / dénomination du candidat ».

Ce pli devra parvenir à l'adresse ci-dessous avant la date et l'heure limites indiquées en page de garde du présent document :

EUROMETROPOLE DE STRASBOURG

Service des Achats et de la Commande Publique

1 parc de l'Etoile

67076 STRASBOURG CEDEX

L'envoi d'une copie de sauvegarde n'est pas une obligation, c'est un droit du soumissionnaire qui peut décider ou non de l'exercer.

Cette copie de sauvegarde pourra être ouverte en cas de défaillance du système informatique ou lorsqu'un virus est détecté dans le document électronique transmis par le candidat.

Les plis contenant la copie de sauvegarde, non ouverts, seront détruits à l'issue de la procédure par l'acheteur.

Formats de fichiers acceptés

Pour les documents exigés par l'acheteur, le format autorisé en réponse est : PDF à l'exclusion des documents de prix qui doivent être retournés au format d'origine.

Le format PDF devra être issu d'une impression/enregistrement PDF et en aucun cas d'un scan.

Si l'opérateur économique souhaite transmettre des documents supplémentaires autres que ceux exigés par l'acheteur alors il lui appartient de transmettre ces documents dans des formats réputés « largement disponibles » (ex. : PDF, DOCX, XLSX, DWG, JPG, AVI).

Tout document contenant un virus informatique fera l'objet d'un archivage de sécurité et sera réputé n'avoir jamais été reçu. Le candidat concerné en sera informé. Dans ces conditions, il est conseillé aux candidats de soumettre leurs documents à un anti-virus avant envoi.

Nommage des fichiers acceptés

Il vous est demandé de ne remettre uniquement les documents souhaités par l'acheteur (cf. article 5 du RC). De plus, chaque pièce donnera lieu à son propre fichier informatique. Il est vivement recommandé de ne pas fusionner tous les documents en un seul fichier.

Il est également préconisé d'intervenir le moins possible dans le nommage des pièces transmis à l'acheteur.

Les fichiers peuvent être nommés de la manière suivante :

[Numéro consultation] _ [Numéro du lot le cas échéant] _ [Type de document] _ [Nom opérateur économique ou mandataire].pdf

Exemple : 25EMSXXXX_00_AE_DUPONT.pdf (AE = Acte d'engagement, 00 en l'absence de lot)

25EMSXXXX_01_MEMTECH_DUPONT.pdf (Mémoire technique pour le lot 1)

En cas d'intervention sur le nommage, il est indispensable d'éviter l'utilisation des espaces, des accents et de caractères spéciaux. Il est donc souhaitable de remplacer l'espace par le tiret du bas « _ » et d'utiliser les MAJUSCULES.

Exigences relatives au certificat de signature

Chaque document pour lequel une signature est requise doit faire l'objet d'une signature électronique au format XAdES, CAdES ou PAdES. La signature électronique du pli ne vaut pas signature des documents qu'il contient. Conformément à l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique dans la commande publique, la signature doit être une signature avancée reposant sur un certificat qualifié, tel que défini par le règlement européen n° 910/2014 du 23 juillet 2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques (eIDAS).

Le certificat de signature est émis par une Autorité de certification mentionnée dans l'une des listes de confiance suivantes :

- France : <https://cyber.gouv.fr/la-liste-nationale-de-confiance>
- Autre État membre de l'Union Européenne : <http://euts1.3xasecurity.com/tools/>

Dans ce cas, le soumissionnaire n'a aucun justificatif à fournir sur le certificat de signature utilisé pour signer sa réponse.

Toutefois, le candidat est libre d'utiliser le certificat de son choix si celui-ci est conforme aux obligations minimales résultant du règlement eIDAS. Dans ce cas, il doit transmettre tous les éléments nécessaires à la vérification de cette conformité.

Il est préconisé d'utiliser l'outil de signature de la plateforme pour nous permettre de vérifier rapidement la validité de la signature électronique (rubrique Outils de signature). Cet outil permet de générer des signatures aux 3 formats : XAdES, PAdES et CAdES. Il est conseillé de choisir le format PAdES (cf. information en annexe de ce document).



Pensez à anticiper votre dépôt plusieurs heures avant l'heure limite

7.3 - Transmission sous support papier

La transmission des plis par voie électronique est imposée pour cette consultation. Par conséquent, la transmission par voie papier n'est pas autorisée.

8 - Examen des candidatures et des offres

8.1 - Sélection des candidatures

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de 6 jours.

En application de l'article R2161-4 du Code de la commande publique, l'acheteur se réserve la possibilité d'examiner les offres avant les candidatures.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

8.2 - Attribution des marchés

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-4, R. 2152-1 et R. 2152-2 du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière pourra faire l'objet d'une demande de régularisation, à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse. En revanche, toute offre inacceptable ou inappropriée sera éliminée.

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

Pour tous les lots

Critères	Pondération
1-Prix des prestations	50.0 %
2-Valeur technique	45.0 %
3-Performance environnementale	5.0 %

Chaque candidat se verra attribuer une note globale sur /60.

Les critères sont notés sur 60 points.

Pour apprécier le critère Prix des prestations, il sera tenu compte des renseignements donnés par le candidat dans le bordereau des prix unitaires (BPU) et dans le détail quantitatif et estimatif (DQE).

En cas de discordance constatée dans une offre, les indications portées sur le bordereau des prix unitaires prévaudront sur toutes les autres indications de l'offre dont les montants pourront être rectifiés en conséquence.

Les erreurs de multiplication, d'addition ou de report qui seraient constatées dans un détail quantitatif et estimatif joint à l'offre seront également rectifiées sur la base des prix indiquées dans le bordereau des prix unitaires. C'est le montant ainsi rectifié qui sera pris en considération pour le jugement des offres.

Le candidat dont l'offre comporte de telles erreurs sera invité à mettre en cohérence le détail estimatif avec le bordereau des prix unitaires. En cas de refus de sa part, son offre sera éliminée comme non cohérente.

La méthode de calcul utilisée pour la notation du critère Prix des prestations est la suivante :

Note de l'offre = (Montant de l'offre moins-disante / Montant de l'offre à noter) x Base de notation.

Montant de l'offre moins-disante : correspond au prix de l'offre la moins chère (offres anormalement basses exclues).

Montant de l'offre à noter : correspond au prix de l'offre à évaluer.

Base de notation : correspond à la note maximale pouvant être obtenue.

Le mémoire technique justificatif sera composé des parties suivantes :

L'absence de renseignement dans une rubrique du mémoire sera notée 0 pt.

Pour le LOT 1 :

- Partie 1 : Organisation générale et moyens humains (noté sur 12 points)
- Partie 2 : Installations de chantier (noté sur 3 points)
- Partie 3 : Méthodologies d'exécution des travaux (noté sur 15 points)
- Partie 4 : Mesures de sécurité (noté sur 6 points)
- Partie 5 : Planning prévisionnel (noté sur 6 points)
- Partie 6 : Phasage prévisionnel d'avancement des travaux (noté sur 6 points)
- Partie 7 : Schéma Organisationnel du Plan d'Assurance de la Qualité (SOPAQ) (noté sur 12 points)

La valeur technique de l'offre sera analysée uniquement à partir du mémoire technique à compléter par l'entreprise. L'attention des candidats est attirée sur le fait que l'absence du mémoire technique entraînera l'irrégularité de l'offre.

Pour le LOT 2 :

- Partie 1 : Organisation générale et moyens humains (noté sur 6 points)
- Partie 2 : Installations de chantier (noté sur 6 points)
- Partie 3 : Méthodologies d'exécution des travaux (noté sur 30 points)
- Partie 4 : Mesures de sécurité et de maintien des circulations (noté sur 9 points)
- Partie 5 : Planning prévisionnel (noté sur 6 points)
- Partie 6 : Schéma Organisationnel du Plan d'Assurance de la Qualité (SOPAQ) (noté sur 3 points)
- Partie 7 (obligatoire) : Caractéristiques des tuyaux d'eau et d'assainissement (non noté)

La valeur technique de l'offre sera analysée uniquement à partir du mémoire technique à compléter par l'entreprise. L'attention des candidats est attirée sur le fait que l'absence du mémoire technique ou l'incohérence des renseignements délivrés dans la partie obligatoire entraînera l'irrégularité de l'offre (la partie 7).

Le prestataire transmettra à l'appui de son offre les fiches techniques/FDES ou tout autre moyen permettant d'établir de manière certaine l'origine des fournitures objet du marché.

Le mémoire de performance environnementale justificatif sera composé des parties suivantes :
L'absence de renseignement dans une rubrique du mémoire sera notée 0 pt.

Pour le LOT 1 :

Partie 1 : Responsable environnemental dédié à l'exécution du marché (non noté)

Partie 2 : Suggestions de l'entreprise pour la protection de l'environnement dans l'exécution du marché :

- Description des démarches et des actions que l'entreprise mettra en œuvre :
 - Pour réduire les émissions de gaz à effet de serre (GES) : (6 points)
 - Pour limiter l'utilisation de produits ou de matériaux nocifs pour l'environnement : (6 points)
 - Pour économiser les ressources (eau, énergie, matériaux,) : (6 points)
 - Pour limiter les déchets sur le chantier et garantir la propreté du chantier (tri, recyclage...) : (6 points)
- Modalités de réutilisation ou de valorisation des matériaux issus de chantier : (6 points)
- Modalités de traitement, de stockage, d'élimination des déchets non recyclable : (6 points)
- Organisation du contrôle, du suivi et de la restitution en matière de gestion des déchets : (6 points)
- Description des démarches et des actions que l'entreprise mettra en œuvre :
 - Pour préserver l'environnement naturel (faune, flore, milieu aquatique...) : (6 points)
 - Pour limiter les nuisances en milieu urbain et leur diffusion (bruit, poussière, vibrations...) : (6 points)
- Qualifications, formations, sensibilisation à l'environnement du personnel affecté directement au chantier : (6 points)

La performance environnementale de l'offre sera analysée uniquement à partir du mémoire environnemental à compléter par l'entreprise. L'attention des candidats est attirée sur le fait que l'absence du mémoire de performance environnementale entraînera l'irrégularité de l'offre.

Pour le LOT 2 :

Partie 1 : Responsable environnemental dédié à l'exécution du marché (non noté)

Partie 2 : Suggestions de l'entreprise pour la protection de l'environnement dans l'exécution du marché :

- Description des démarches et des actions que l'entreprise mettra en œuvre :
 - Pour réduire les émissions de gaz à effet de serre (GES) : (6 points)
 - Pour limiter l'utilisation de produits ou de matériaux nocifs pour l'environnement : (6 points)
 - Pour économiser les ressources (eau, énergie, matériaux,) : (6 points)
 - Pour limiter les déchets sur le chantier et garantir la propreté du chantier (tri, recyclage...) : (6 points)
- Modalités de traitement, de stockage, d'élimination des déchets non recyclable : (6 points)
- Organisation du contrôle, du suivi et de la restitution en matière de gestion des déchets : (6 points)
- Description des démarches et des actions que l'entreprise mettra en œuvre :
 - Pour préserver l'environnement naturel (faune, flore, milieu aquatique...) : (6 points)
 - Pour limiter les nuisances en milieu urbain et leur diffusion :
 - A/ Bruits et poussières : (6 points)
 - B/ Vibrations : (6 points)
- Qualifications, formations, sensibilisation à l'environnement du personnel affecté directement au chantier : (6 points)

La performance environnementale de l'offre sera analysée uniquement à partir du mémoire environnemental à compléter par l'entreprise. L'attention des candidats est attirée sur le fait que l'absence du mémoire de performance environnementale entraînera l'irrégularité de l'offre.

8.3 - Suite à donner à la consultation

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations des articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique en cours de validité (datant de moins de 6 mois à la date d'attribution du marché). Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 6 jours.

À défaut, le candidat classé immédiatement après sera sollicité pour produire les documents nécessaires à l'attribution du marché et visés à l'article R2144-7 dudit code.

Une attestation d'assurance décennale devra également être produite dans le même délai.

9 - Renseignements complémentaires

9.1 - Adresses supplémentaires et points de contact

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, dont l'adresse URL est la suivante : www.plateforme.alsacemarchespublics.eu

Cette demande doit intervenir au plus tard 10 jours avant la date limite de remise des plis.

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, 6 jours au plus tard avant la date limite de réception des offres. Il est donc important, pour pouvoir bénéficier de ces informations, que le candidat renseigne exhaustivement son profil sur la plateforme Alsace Marchés Publics et indique en particulier l'adresse e-mail à laquelle il souhaite être contacté.

9.2 - Procédures de recours

Le tribunal territorialement compétent est :

Tribunal Administratif de Strasbourg

31 avenue de la Paix

BP 51038

67070 STRASBOURG CEDEX

Tél : 03 88 21 23 23

Télécopie : 03 88 36 44 66

Courriel : greffe.ta-strasbourg@juradm.fr